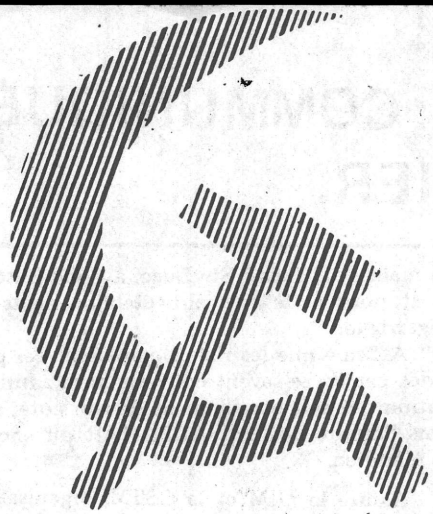




COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 17 DECEMBRE 1983

N° 232

PRIX : ANTILLES : 2 F
FRANCE : 3 F

Editorial

LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS A L'ABRI DE LA REPRESSION COLONIALE.

La répression en cours contre les militants du MPGI est pour l'instant sélective. Elle s'exerce presque uniquement contre les militants de cette organisation et les animateurs de Radio Unité, radio du MPGI. Cela ne signifie nullement qu'elle ne peut demain s'exercer contre les militants anti-colonialistes des autres organisations.

Le pouvoir colonial sait très bien qu'en utilisant les méthodes de répression de masse, fouilles, perquisitions partout dans les maisons, les quartiers, en interpellant tout un chacun à tort et à travers il trouverait peut-être les poseurs de bombes et les bombes elles mêmes, mais il se mettrait à dos la population. Pour le moment il cherche donc à inquiéter une fraction du milieu indépendantiste sans que la population soit vraiment touchée par la répression policière. Pourtant, il est sûr que les parents, les amis les voisins du militant, réveillés à grands coups de poings sur sa porte et emmenés à l'aube, menottes aux poings, accumulent toujours plus de rancœur, voire de haine contre les flics coloniaux. Une douzaine de blancs armés faisant irruption dans un quartier, à la recherche d'un militant, cela s'est déjà répété treize fois en un mois et cela, malgré tout le secret dont s'entourent des «super flics» de Paris.

Ceux qui ont assisté comme à un scénario bien réglé puisque ce n'est pas la première fois, à l'atterrissage de deux hélicoptères à Marie-Galante et à l'irruption des gendarmes chez Harry Selbonne, Mario Bavarday et les ont vu emmenés en Guadeloupe par ces mêmes engins, ne peuvent qu'éprouver toujours plus de colère contre les hommes armés qui emmènent leurs frères, fils, fiancé, ami...

Mais malgré cela, on ne peut pas encore dire que nous assistons à une répression large, massive et féroce...

Mais il suffirait de peu pour qu'on en arrive là. Cela se sent. Les «super flics» de la «énième» brigade judiciaire, tout comme leurs anciens d'Algérie ont déjà brutalisé menacé, Laila et d'autres militants. Un petit pas de plus et c'est la torture d'abord épisodique, ensuite systématique.

Cela dépendra aussi de l'attitude des militants anti-colonialistes et de la population. Si ces derniers décidaient de répondre de manière systématique à la violence coloniale, alors pourrait s'enchaîner le cycle infernal de la répression et des représailles. Mais aussi d'une riposte populaire.

Pour le moment, les arrestations et interpellations sont destinées à rassurer le lobby colonial local, les blancs, les riches, les nantis et aussi l'opinion française qui critiquaient le «laxisme» de la police. Peut être aussi s'agit-il de préparer un futur voyage de Mitterrand en faisant «le ménage» avant.

Il faut aussi tenter d'affaiblir, de démoraliser les militants, de réduire les énergies.

Suite p.2

MARTINIQUE : PULVAR EN BUTTE AUX MILICES PATRONALES JETE EN PRISON.

Marc Pulvar, dirigeant du MIM et de la CSTM est emprisonné depuis le jeudi 8 décembre à la maison d'arrêt de Fort-de-France. Pulvar a été emprisonné pour avoir blessé au bras l'un des hommes de main du béké Yves Hayot, un certain Ledoux, repris de justice notoire, qui fait régulièrement la une de France Antilles pour ses mauvais coups entre deux séjours en prison.

Les faits sont intervenus aux établissements de Lagarrigue dont le PDG est Yves Hayot, l'une des têtes de file du clan Hayot avec son frère Bernard.

Les travailleurs sont entrés en grève dans

cette entreprise de commerce à l'appel du syndicat CSTM majoritaire chez les ouvriers.

Devant cette grève, la direction a maintenu le magasin ouvert et a employé une douzaine d'hommes de main à 2500 F la journée pour faire pression sur les employés et maintenir par la violence s'il le faut le magasin ouvert.

C'est ainsi que le siège de la Dillon est devenu un véritable camp retranché où prendre des photos est interdit.

Un journaliste de l'Echo des Antilles et un autre de Justice se sont vus menacés et n'ont dû leur salut qu'à la protection des grévistes.

C'est le jeudi 8 que les événements allaient prendre un cours dramatique, une dizaine de grévistes avec un huissier sont allés au Lareinty faire constater que Yves Hayot avait ouvert illégalement le magasin. C'est là que Pulvar a été coincé par le dénommé Ledoux armé aux dires de la CSTM d'un couteau. Pulvar pour se défendre a tiré un coup de feu après sommation. C'est après cet incident que Pulvar a été mis en prison.

Cette nouvelle provocation patronale confirme ce que tout un chacun sait. L'existence des bandes des nervis armés par les patrons pour intimider les travailleurs.

UNE RIPOSTE FACE AUX MILICES PATRONALES.

L'utilisation de bandes armées par les patrons est un fait courant, habituel. D'habitude ces hommes de main restent cependant en sommeil car la bourgeoisie dispose avec les bandes armées légales d'un appareil de protection à toute épreuve.

C'est uniquement quand cet appareil de répression légal (police, armée, gendarmes, CRS) ne suffit pas dans des tâches d'intervention que les patrons utilisent des nervis. Il faut signaler que le recours aux nervis est prisé spécialement par le clan Hayot, le même clan qui a commandité l'assassinat de André Alier en 1934.

Ce sont les mêmes Hayot qui ont envoyé leurs hommes de main à Bochet et à Ste Luce contre les occupants ! Bon sang ne saurait mentir comme on le voit.

Ne peuvent être étonnés de cette attitude que ceux qui veulent bien l'être. Quand la bourgeoisie veut protéger ses profits, elle ne recule devant aucune illégalité et aucun crime.

Elle sait qu'elle a en plus pour la couvrir son propre appareil d'état, sa justice, sa police.

C'est pourquoi réclamer entre autres la dissolution des milices patronales est un vœu pieux. La bourgeoisie ne se sépare de ses hommes de main que lorsque son appareil d'état

peut accomplir les mêmes tâches.

Le mouvement ouvrier a cependant les moyens de mettre à la raison ces hommes de main. Que peuvent faire ces derniers face aux travailleurs mobilisés ? Ces nervis vivent dans la population, ils se recrutent même plutôt parmi les pauvres sans emploi en général. Ils vivent parmi les travailleurs, ceux-ci peuvent facilement les connaître, les repérer dans un premier temps, puis les menacer, les mettre à l'index, les empêcher de nuire. Mais pour cela il faudrait rompre avec la passivité et le légalisme véhiculés par les grands partis de la classe ouvrière aujourd'hui.

NOUVELLES ARRESTATIONS EN GUADELOUPE ET A MARIE-GALANTE.

Les arrestations de militants anti-colonialistes continuent. Après l'arrestation de Laila Cassubie et de Max Safrano, la DST, groupe spécial de la police française venu spécialement en Guadeloupe pour la circonstance, a arrêté Simone Faisans-Rénac, animatrice à Radio Unité sous le nom de Rose, son mari Charles Rénac. André Aquaba, Henri Mezendi

Luc Reinette et Humbert Marboeuf, qui font eux aussi l'objet d'un mandat d'arrêt, demeurent introuvables.

Depuis lors, d'autres anti-colonialistes ont été arrêtés : Marylin Péter, animatrice de Radio Unité connue sous le nom de Maité, Henri Pératout et Jacques Grislin. Dans l'île de Marie

Galante, trois personnes ont été interpellées : Morvani, Selbonne et Bavarday. Un autre animateur de Radio Unité, Nankin a été arrêté aussi le même jour. Mais selon certaines informations, il semble que ces Marie Galantais aient été relâchés quelques heures après leur arrestation.

Compte tenu du rythme des arrestations et des cibles choisies, la plupart des emprisonnés sont des membres du MPGI ou des animateurs de Radio Unité, on peut penser que les enquêteurs spécialisés venus de France ne travaillent pas dans la finesse.

Ils utilisent la vieille recette qui consiste à arrêter et inquiéter un grand nombre de gens connus pour leurs idées anti-colonialistes, à

commencer par le MPGI, sans que personne ne sache précisément ce qui est reproché à ces gens, quelles preuves viendraient faire présumer de leur participation à un quelconque attentat.

Mais il leur sera bien difficile d'arrêter de cette façon tous les anti-colonialistes.

Le ministre des DOM TOM Georges Lemoine lui-même paraît douter de l'efficacité de ces méthodes de répression policière, puisque dans un rapport soi-disant confidentiel qu'il a expédié à Mitterrand, il prévoit qu'avant un an la Guadeloupe connaîtra «des actions d'ampleur de très forte violence», c'est à dire de nouveaux attentats.

LE SOUTIEN A MARC PULVAR.

La CSTM a réagi par un mouvement de grève, une manifestation qui ont eu lieu le mardi 13 à Fort-de-France. La CSTM réclame la libération immédiate de Pulvar. Un peu plus de 300 personnes ont manifesté dans les rues ce mardi.

A signaler que la Justice ne semble pas pressée de remettre Pulvar en liberté, alors qu'il est certain que c'est lui l'agressé et qu'il n'a eu la vie sauve aujourd'hui que parce qu'il s'est défendu.

SUITE DE L'EDITORIAL

Demain cette répression peut s'exercer sur l'ensemble de la population après qu'elle se soit exercée contre les militants. Il suffira qu'une grève, qu'une manifestation quelconque de travailleurs soit suffisamment importante pour mettre en danger quelque gros intérêt de blancs pour que le pouvoir colonial cherche là l'occasion de réprimer largement pour «donner une leçon» aux travailleurs. Cela peut arriver à tout moment. Il suffit que le préfet décide brutalement de réprimer une grève sur la pression des békés, des blancs de France, et de la droite locale et voilà gendarmes et CRS tirant sur les grévistes.

Il suffit que les jeunes blancs des troupes spéciales venues de France à qui on a

bourré le crâne aient la gachette un peu facile lors d'une manifestation quelconque, que les super flics blancs de la brigade judiciaire à force de jouer aux tortionnaires, aux cow boys de choc et aux James Bond commettent une de leurs «bavures» dont ils ont le secret, et la population peut se trouver directement atteinte par la répression coloniale.

C'est aussi pour cela que les travailleurs n'ont pas intérêt à rester indifférents à la répression qui touche les militants anti-colonialistes. Car ils pourraient plus vite qu'ils le croient en être aussi victimes demain.

AFFAIRE PULVAR : COMMUNIQUE DE COMBAT OUVRIER.

A la suite des événements graves survenus entre les hommes de main de l'entreprise L de Lagarrigue d'une part et les militants de la CSTM, incidents à l'issue desquels Marc Pulvar a été emprisonné.

Combat Ouvrier :

Dénonce l'attitude patronale consistant à faire appel à des nervis dès lors qu'ils se trouvent confrontés aux travailleurs en lutte ou tout simplement à la population.

Depuis le mois d'août, des témoignages nombreux et concordants montrent que les patrons n'hésitent pas à employer la manière forte pour parvenir à leurs fins :

Cas des établissements Pompières, de Bochet, destruction de bâtiments par les hommes

de main des békés à Ste Luce, à Fond Batelière et pour cette fois aux établissements de Lagarrigue.

Affirme que les riches emploient ces procédés car ils se savent couverts par l'administration qui agit pareillement de son côté, soit dans l'affaire de l'ASSAUPAMAR ou encore au Méridien.

Assure le MIM et la CSTM, organisation dont Pulvar est membre, de son plus entier soutien et exige la libération immédiate de Pulvar.

Appelle les travailleurs et la population laborieuse à étouffer dans l'oeuf les tentatives patronales.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pointe-à-Pitre le 11/12/83

Combat ouvrier appelle les travailleurs à s'opposer désormais au développement des obscures menées policières qui se déroulent en Guadeloupe avec la complicité des juges plus soucieux de régler des comptes personnels avec une organisation et une radio anti-colonialistes que de rechercher prétendument des poseurs de bombes.

Les atteintes aux lois mêmes en vigueur en France sur la garde à vue et la détention des suspects se multiplient.

Il faut aussi se demander si la caserne de Morne Vergain est devenue la nouvelle officine où l'on fait «avouer» les suspects.

Ces menées policières sont extrêmement dangereuses pour les travailleurs. Ils doivent le comprendre.

Tous les gens honnêtes épris de démocratie et de liberté doivent se regrouper pour arrêter la prétendue «tornade blanche». Car nul ne sait jusqu'où elle peut aller !

MENACE DE FERMETURE DE L'AEMO DU LAMENTIN.

Le Service Action Educative En Milieu Ouvert du Lamentin (AEMO) qui s'occupe des mineurs en difficulté, est menacé de fermeture. Ce service, qui fonctionne depuis 1977 prend en charge non seulement les mineurs du Lamentin, mais aussi ceux de Deshaies, Sainte-

Rose et Baie-Mahault, intervenant sur un effectif de 150 mineurs. Toutes ces régions, touchées par le chômage depuis la fermeture de Bonne-Mère et de Comté produisent des délinquants. D'ailleurs, le premier service AEMO créé à Pointe-à-Pitre en 1971 comptait dans ses dossiers une majorité de mineurs de ces ré-

gions ce qui a nécessité la création d'un service local au Lamentin.

Les parents, dans ces communes, qui sont confrontés aux problèmes de délinquance (drogue prostitution...) ont recours au service AEMO.

L'Association d'Action Educative (AAE) a décidé de la fermeture de ce service du Lamentin sans consulter le personnel, sous prétexte de difficultés financières et matérielles.

En fait plusieurs travailleurs du centre et aussi parmi la population pensent que la fermeture de l'AEMO du Lamentin est aussi une me-

sure répressive contre le personnel éducatif qui s'oppose à la politique de l'AEA. En avril 1983 à l'appel de l'UTEI, une partie du personnel s'était mis en grève pendant vingt quatre heures, pour protester contre l'embauche d'une psychologue blanche madame Philémon. Le personnel estimait que la priorité d'embauche devait être donnée à un psychologue antillais.

Après ce mouvement de protestation et le refus de la direction de l'AEMO de reconnaître les revendications du personnel en embauchant une psychologue blanche des mesures

de répression ont été prises. D'abord le licenciement du directeur de l'AEMO monsieur Germain Blanche un antillais. La direction a cherché également à subordonner le personnel éducatif à la psychologue madame Philémon en imposant une ordonnance prise par le juge des enfants en juin 1983.

Aujourd'hui, c'est purement et simplement le centre AEMO du Lamentin que la direction décide de fermer au mépris des jeunes des parents et du personnel.

Pour l'instant le personnel du Lamentin a déjà réuni les parents des mineurs qui sont pris en charge par le centre et est décidé à mener des actions pour empêcher la fermeture.

BALLET SINISTRE AUTOUR D'UNE INDUSTRIE SUCRIERE MORIBONDE.

La sinistre comédie qui se joue depuis plusieurs années autour de l'industrie et des récoltes sucrières connaît décidément bien des rebondissements.

La semaine dernière l'assemblée du Conseil Général avait suivi le conseiller général René Serge Nabajoth dans son rapport, et avait annoncé sa décision de participer pour 50 % à la prise en charge du déficit d'exploitation prévu pour l'année 84 concernant non seulement l'usine Beauport mais aussi celle de Grosse Montagne et de Gardel. L'état participant à 50 %.

L'argent prévu pour cette participation restait encore à réunir. Le conseil général prévoyait de faire appel à la générosité des communes qui ont déjà des budgets extrêmement insuffisants. D'autre part il devait aussi être demandé à l'Etat de reverser 3 % sur les 7 % de l'octroi de mer qu'il touche. Bref toutes ces sources de financement restaient des plus aléatoires voire précaires.

Il n'empêche que sans faire l'unanimité les conseillers généraux avaient dans leur majorité donné leur accord à ce projet.

Les uns, tels les élus communistes s'en félicitaient. Ils expliquaient même que si des collectivités locales participaient au financement, cela leur donnerait «un contrôle effectif sur la gestion des unités sucrières et sur l'établissement de leurs bilans et de leurs comptes d'exploitation» (intervention de Pierre Justin devant le conseil général, reprise dans l'Eclair du 10/12/83).

D'autres traînaient manifestement des pieds. Ce fut le cas du conseiller général Bernier qui désapprouvait totalement la décision du Conseil général. Il déclarait en quelque sorte que le Conseil Général signait un chèque sans provision car il n'avait aucune garantie de pouvoir faire rentrer les fonds qu'il décidait d'engager pour combler le déficit de l'année 84.

Et puis, nouvelle volte-face du gouvernement.

Une lettre en provenance du secrétariat d'état aux DOM - TOM invitait les présidents des assemblées locales à se rendre à Paris le 20 décembre 1983 pour signer un protocole d'accord entre l'état et eux. D'après les toutes pre-

mières informations tombées, ce protocole ne concernait plus uniquement le déficit prévu pour l'année 84, mais prendrait aussi en compte les déficits des deux années précédentes, aussi bien au niveau de l'industrie sucrière que pour toutes les opérations foncières menées par l'état par l'intermédiaires des SICA, SAFER... durant ces années là. Ce qui entraînerait des efforts financiers beaucoup plus importants de la part du «département».

Pour une volte-face, c'en est une. Et magistrale !

La discussion entre élus repart donc pratiquement à zéro.

Aujourd'hui, tous ceux qui poussent de hauts cris avec à leur tête Mme Michaux-Chervy sont de fiefés hypocrites.

Ils étaient de toutes les magouilles, de près ou de loin lorsqu'il s'est agi pour l'état français de payer des sommes colossales aux capitalistes fonciers qui désiraient retirer leur argent des terres à canne estimant que ce secteur n'était plus assez rentable pour eux.

Ils étaient de toutes les parties pour pré-

senter les différents plans de relance-bidon, les subventions qui tombaient essentiellement dans les poches des mêmes capitalistes comme étant des solutions devant lesquelles les travailleurs devaient s'incliner.

Quant aux élus communistes et de la gauche, ils n'ont pas tellement meilleure mine aujourd'hui.

A force de s'égosiller à faire croire que le gouvernement de gauche va, si on lui explique bien, s'il est bien conseillé, prendre des bonnes mesures, ils se retrouvent de plus en plus le dos au mur.

Et surtout ils laissent les travailleurs qu'ils influencent sans politique de lutte.

Aujourd'hui quelle saignée va imposer le gouvernement colonialiste français en contre partie de la participation au déficit créé par sa propre politique ?

Au moment où nous écrivons, peu de gens le savent.

Combien de temps le ballet macabre autour de l'industrie sucrière va-t-il continuer ? Ce sont les travailleurs mobilisés qui pourront y mettre un terme.

FIN DE LA GREVE A EDF MARTINIQUE.

C'est le jeudi 1er décembre vers midi que la grève a été suspendue à EDF-Martinique. Au cours de négociations de dernière minute, la direction ayant promis de payer un jour de grève, et ayant parlé de la tenue d'une réunion à Paris pour discuter des problèmes des DOM le 7 décembre.

C'est avec ce bilan que les responsables syndicaux ont réussi à faire reprendre le travail au personnel. Beaucoup ont le sentiment qu'il n'y aura rien de neuf qui sortira de cette discussion, étant donné que la grève est suspendue, le moyen de pression que les travailleurs pouvaient avoir sur la direction n'existe plus. Et le revirement brutal de la direction syndicale a désorienté bon nombre de travail-

leurs, à telle enseigne, la forte proportion d'abstention au cours du vote qui a décidé de la reprise du travail.

Ceci dit, les enseignements sont loins d'être négatifs : La population pauvre a montré bien souvent sa sympathie envers les grévistes. Cela est dû au fait que ceux-ci ont le plus souvent essayé de causer une gêne moindre aux quartiers populaires, tandis que les quartiers de riches ou encore les lieux de production ont vu le courant coupé assez souvent. C'est donc un enseignement à méditer pour l'avenir.

POINTE-A-PITRE :

GREVE A LA COMPAGNIE CARAIBE.

Les employés syndiqués à la CGTG de la Compagnie Caraïbe ont fait un mouvement de grève à partir du 8 décembre.

Durant la grève, les employés étaient présents devant les locaux de la Compagnie Caraïbe, qui est une entreprise de vente en gros de produits alimentaires, pour protester contre le mépris du directeur Bunel vis-à-vis des employés et plus particulièrement de ceux qui relèvent la tête.

Le directeur va jusqu'à traiter les employés de « cochons ». Les employés ayant demandé qu'un chef de service soit remplacé par un membre du personnel, puisqu'il s'en allait, il leur fut répondu : « Cochon ça ka comandé cochons ». Ce monsieur considère que les employés n'ont pas le niveau d'instruction néces-

saire.

En plus de cette protestation contre l'attitude méprisante du directeur, les employés demandent : 1 % de prime d'ancienneté par année de travail effectuée dans l'entreprise à compter de la 2^e année et jusqu'à la 25^eme. Cette prime d'ancienneté est à verser mensuellement.

Ils demandent également une prime de transport mensuelle de 250 F et une augmentation de la prime de vacances de 500 F pour tous.

Le 13 décembre, les travailleurs ont repris le travail après avoir signé un protocole d'accord avec le patron.

Comme quoi ce dernier a dû reculer !

NOUS TRAVAILLEURS AVONS INTERET A NOUS OPPOSER A LA REPRESSION POLICIERE EN COURS.

(Texte paru en Editorial des bulletins d'Entreprise).

On a vu récemment le chef de l'état français, François Mitterrand, serrant la main d'un ancien terroriste algérien, ancien membre d'une organisation qui fut pourchassée, combattue par la police française en Algérie, et ensuite par l'armée française. Aujourd'hui ce terroriste est le chef de l'Etat Algérien.

Cette organisation s'appelait FLN, et un premier novembre 1954, ses membres en déclenchant une série d'attentats et en déposant des bombes aux quatre coins du territoire algérien, faisaient savoir au monde entier qu'ils n'admettaient plus la présence coloniale.

C'était les premiers pas d'une lutte qui allait se terminer 7 ans plus tard par le départ de la puissance coloniale française et par la proclamation de l'indépendance de l'Algérie. Les responsables de l'organisation terroriste sont aujourd'hui à la tête de l'état algérien.

Tout le peuple algérien avait supporté le poids de la guerre d'Algérie, des souffrances, des sacrifices incalculables, mais c'est « l'élite » les catégories cultivées et aisées qui aujourd'hui dirigent l'Algérie. Aujourd'hui en Guadeloupe et en Martinique des terroristes dans une organisation qui s'appelle l'ARC sont pourchassés pour avoir déclenché les hostilités contre la présence coloniale française aux Antilles.

En effet, la petite bourgeoisie antillaise après avoir été assimilationniste au lendemain de la guerre mondiale (1946), voit une fraction d'entre elle faire aujourd'hui un autre choix, et réclamer l'indépendance.

Et pour nous, travailleurs, cela veut dire que nous assisterons peut-être demain à des poignées de main, des congratulations entre les représentants de l'impérialisme français et les dirigeants des organisations nationalistes aujourd'hui pourchassés par la police française.

Nous assisterons à cela à moins que nous cessions d'être des spectateurs passifs de ce qui se déroule sous nos yeux.

C'est vrai que les organisations de la petite bourgeoisie qui se battent aujourd'hui contre l'administration coloniale française, ne nous réservent dans leur programme que la place des fantassins, alors eux-mêmes consistent l'Etat Major. Certains d'entre eux, d'ailleurs, moins catégoriques ou plus habiles, nous

proposent d'accepter volontairement de nous soumettre dans une alliance avec les autres classes, et de soumettre notre sort au bon vouloir de la petite bourgeoisie.

Mais précisément, si nous aligner derrière la petite bourgeoisie indépendantiste ne constitue en aucune manière une perspective de changement réel pour nous, assister passivement à la lutte entre cette petite bourgeoisie et l'impérialisme français n'est pas non plus dans notre intérêt.

Notre intérêt nous commande au contraire, non pas de renforcer la lutte de la petite bourgeoisie pour l'aider à venir au pouvoir dans une Guadeloupe indépendante, mais d'agir pour notre propre compte, notre propre drapeau, et avec nos propres perspectives.

Car si la présence coloniale est intolérable pour un médecin ou un avocat ou un riche entrepreneur guadeloupéen ou martiniquais, celle-ci est encore plus pénible pour nous travailleurs car le poids du colonialisme ajoute à celui de l'exploitation quotidienne.

Dans la colonie, les travailleurs assassinés ou blessés lors des grèves par la gendarmerie, par les forces coloniales, ces morts sont là

pour en témoigner.

C'est nous travailleurs qui avons jusqu'ici payé le plus lourd tribut à la domination coloniale. Lorsque les partis de droite nous menacent en cas d'indépendance, de connaître le sort d'Haiti ou de la Dominique, c'est-à-dire une situation de pauvreté encore plus grande que la nôtre, ils veulent nous dissuader, nous travailleurs, d'intervenir pour notre propre compte dans la lutte politique. Parce qu'en réalité, eux-mêmes sont tout prêts le moment venu, à se transformer en indépendantistes pour continuer à tenir le haut du pavé.

Alors, que nos intérêts ne soient défendus ni avec les uns ni avec les autres, c'est l'évidence même. Depuis toujours, les intérêts de notre classe n'ont jamais été défendus que par nous mêmes lorsque nous agissions par nous mêmes, lorsque nous nous mettions en colère, lorsque nous nous battions.

Mais ce n'est pas parce que les grandes organisations ouvrières n'ont toujours pas bougé le petit doigt pour donner un coup d'arrêt à la répression officielle en cours contre le MPGI et Radio Unité, que nous, travailleurs n'avons rien à dire là dessus.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

EDF-JARRY : SANCTION DISCIPLINAIRE CONTRE DEUX RONDIERES.

La direction d'EDF-JARRY a infligé une sanction disciplinaire à deux rondiers (agent chargé de la ronde au niveau des installations) Ces 2 travailleurs ont en effet reçu une lettre d'avertissement de la direction où il leur est reproché de n'avoir pas réalimenté à temps la turbine à gaz, à la surveillance de laquelle ils étaient affectés, ce qui a provoqué de nombreux délestages dans le courant de la 2^e semaine de novembre. Après toutes les coupures dues à l'incurie de la direction, la direction de l'EDF veut tout simplement faire porter le chapeau à 2 travailleurs dont la tâche est des plus ingrates. Ces 2 travailleurs doivent en effet, surveiller constamment le niveau du réservoir de la turbine. Quand on sait que ces mêmes turbines sont pourvues d'un système automatique d'alimentation qui, une fois de plus par l'incurie de l'administration, ne fonctionne pas il est tout simplement scandaleux de rendre seuls responsables des coupures passées ces 2 travailleurs. Pour suppléer la carence des machines la direction serait bien inspirée d'embaucher de nouveaux agents plutôt que d'infliger une sanction à ces deux rondiers. L'un d'entre eux est, d'ailleurs stagiaire et cette sanction, si elle est inscrite au dossier risque de compromettre sérieusement son embauche définitive.

Nous devons exiger que la direction lève toute sanction à l'encontre de nos deux camarades.

EDF : TEST DE RECRUTEMENT 300 CANDIDATS POUR SEULEMENT 20 POSTES.

Le 9 novembre dernier EDF organisa un test de recrutement d'agents au LEP Carnot. Le niveau exigé pour participer à ce test était

le CAP ou le BEP Mécanique ou Electrique.

Nous étions 300 candidats à nous présenter à ce test. Seule la candidature de 84 d'entre nous a été retenue. Et sur ces 84, après élagage en dernière instance, il n'en sera retenu que 20, nombre fixé par EDF.

Il faut remarquer que pour pourvoir 20 postes seulement nous étions 300 candidats, jeunes en majorité et issus des LEP, cela donne une idée du nombre de jeune diplômés en chômage.

SIMONE ET CHARLES REINAC, DEUX MILITANTS QUI TRAVAILLENT A JARRY.

Simone Faisans-Reinac plus connue par tous ceux qui écoutent Radio Unité sous le nom de Rose et Charles Reinac ont été arrêtés lundi dernier par les « super-flics » du gouvernement français.

Rose et Charles travaillent tous les deux dans des entreprises à Jarry. La première exerce le métier de comptable à la SOPAD tandis que le second est chef de chantier à la COLAS.

Ils ont été arrêtés parce qu'on les soupçonne d'être des membres de l'ARC. Cependant aucune preuve réelle de leur appartenance à cette organisation et de leur responsabilité dans les derniers attentats n'a été avancée par la police. Et quand même cela serait, le peuple guadeloupéen doit dénier tout droit à ces policiers blancs et aux juges blancs de traquer et de juger ses fils.

Rose n'a jamais caché ses idées anti-colonialistes. Et c'est parce qu'elle et son mari luttent contre l'injustice coloniale qu'ils ont été arrêtés.

Les travailleurs de Jarry mais aussi l'ensemble de la classe ouvrière de la Guadeloupe doivent les soutenir contre la répression.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

COMMERCE GUADELOUPE KDIS RAZET : LICENCIEMENT ABUSIF D'UNE CAISSIERE.

La direction, en la personne de De Reynal vient de faire à nouveau un mauvais coup.

Voilà près de quinze jours, une cliente ne se sentant peut-être pas dans son droit a préféré quitter le magasin brusquement à l'approche d'un surveillant, laissant à la caisse ses marchandises, déjà encaissées ou non.

Le surveillant se retrouvant désormais sans élément réel pour accuser la cliente a cherché à se retourner contre la caissière.

Mais là non plus, il ne pouvait rien avancer comme preuve malgré sa bonne volonté évidente.

La preuve en est que De Reynal averti très rapidement de l'incident n'a pris aucune sanction immédiate contre l'employée, ni après l'entrevue qu'il a eu près d'une semaine après en présence d'un délégué.

Mais c'était compter sans la sclérotisme patronale.

Plus de 10 jours après l'incident, De Reynal a estimé qu'il avait suffisamment d'éléments pour envoyer une lettre recommandée lui annonçant son licenciement.

APRES X ANNEES LA DIRECTION DES ETABLISSEMENTS REYNOIR LACHE LE 13^{ème} MOIS.

Yo douète commensé senti chalè....

Alors que depuis plusieurs années la direction des Ets Reynoir s'obstinait à refuser de nous donner le 13^{ème} mois, cette année, le directeur général Delvaigne a fait marche arrière.

Quelques jours avant la période où les primes de fin d'année étaient habituellement remises, nous apprenons que cette année nous toucherons un 13^{ème} mois.

Sans doute ces messieurs avaient-ils eu vent d'une chaleur qui montait parmi nous à l'approche des fêtes de fin d'année... Alors ils ont lâché, se précipitant quelque peu.

Comme quoi cela fait plusieurs années qu'ils auraient pu le donner ce 13^{ème} mois.

GROSSE MONTAGNE. PAS DE CADEAUX AUX PATRONS

Jusqu'ici, il y a des pièces qui ne sont pas arrivées ce qui retarde certaines réparations à l'usine. Toutes les machines ne seront pas prêtes pour le début de 84 et la mise en route risque de se faire qu'en février.

Chaque année, il y a toujours des difficultés qui retardent le démarrage de la récolte. Celle-ci ne dure que quelques mois. Les travailleurs agricoles et les ouvriers de l'usine, en particulier les saisonniers, sont embauchés durant une période plus courte.

Les patrons utilisent tous les moyens pour retarder la récolte afin de réduire leurs dépenses sur les salaires. Si ce ne sont pas les pièces qui sont en retard ce sont les mises en scènes de difficultés financières et le chômage technique au moment de la reprise. Pourtant le travail lui-même ne diminue pas. Et les patrons qui sont responsables du retard, viendront nous demander à la veille de la récolte d'augmenter les cadences et de faire des heures supplémentaires.

En tout cas nous ne serons pas pris dans tous ces pièges. Que la direction se prépare à embaucher du personnel en conséquence !

KOWEIT : ATTENTATS DANS UNE REGION MALADE

Lundi 13 décembre six attentats ont fait 7 morts et une quarantaine de blessés. au Koweït. Ces attentats ont été mis au compte d'organisations musulmanes Chiïtes. Ce n'est pas la première fois que la minorité religieuse Chiïte fait parler d'elle.

On leur a attribué les attentats du 23 octobre de Beyrouth au Liban qui firent 300 morts parmi les soldats américains et français. C'est encore eux, qu'on prétend être derrière l'occupation, il y a deux ans, de la ville sainte de la Mecque, en Arabie Saoudite. Insurrection réprimée par les gendarmes français. Ce sont encore les Chiïtes qui se sont révoltés dans la ville syrienne d'HAMA en février 1982, la répression de ce mouvement par le général dictateur du pays, Assad, fit 15 000 morts. Et c'est encore les Musulmans qui ont renversé le Chah d'Iran et qui depuis lors dominent le pays.

Il est évident que cette minorité religieuse arrive à frapper un peu partout dans le monde arabe. Si elle arrive à le faire, à trouver dans ces pays des combattants aussi déterminés et parfois à entraîner derrière elle les foules comme fut le cas à HAMA en Syrie, et d'abord à Téhéran il y a quelques années c'est que le monde arabe est malade.

Malade de tous les problèmes non résolus qui s'accumulent, malade de l'exploitation capitaliste et de l'oppression des populations que cette exploitation entraîne, malade des promesses non tenues et du sentiment national sans cesse piétiné.

En effet la France et l'Angleterre avaient, avant la deuxième guerre, la haute main sur cette région. Elles ont entraîné le peuple arabe dans la guerre en promettant qu'après la guerre, elles ne s'opposeraient pas à l'édification d'un «Etat Uni. d'Arabie». La guerre finie les puissances impérialistes ont vite oublié leurs promesses d'autant qu'elles étaient, et avec elles les USA, désireuses de se soumettre complètement cette région pétrolière.

Ils ont commencé par réprimer le mouvement nationaliste. La France de son côté, avant d'abandonner en 1946 son protectorat sur la Syrie le divisa en février 1946.

D'un côté, elle forma l'actuelle Syrie et de l'autre le Liban qui fut confié à la minorité chrétienne plus proche du colonisateur français.

L'Angleterre favorisa, avec la bénédiction des USA, la création d'un Etat Hébreu en plein cœur du monde arabe. Le reste de l'Arabie fut divisé et la direction confiée à des familles nobles. Elles installèrent des régimes archaïques et réactionnaires, tel le Koweït.

Aujourd'hui le nationalisme arabe exacerbé revient au devant de la scène politique. Il s'est renforcé à la suite des rancunes accumulées et de brimades subies. Il revient suite à la crise du monde capitaliste, au moment où la situation des uns et des autres ne cesse de se détériorer.

Les Chiïtes, membres d'une minorité religieuse semblent être le fer de lance de ce mouvement de révolte.

La seule solution qu'Américains, Français monarques et dictateurs qui règnent sur la région conçoivent c'est la répression. Mais elle ne résoud aucun problème.

LES USA ACCENTUENT LEUR PRESSION AU LIBAN.

Mardi 13 décembre, les bâtiments américains ont bombardé durant une dizaine de minutes des zones tenues par les milices de la gauche libanaise.

La flotte américaine aidée par celle d'Israël ont semé la mort et la destruction au sein de la population libanaise. Ainsi se confirme l'étroite collaboration stratégique entre les USA et leur allié, leur gendarme numéro un de la région : Israël. Ils ont en vue d'intimider, de mettre au pas ceux qui au Liban ne veulent pas accepter la domination américaine.

L'Amérique démocratique bombarde, tue au Liban avec la complicité du monde occidental. Ces victimes sont les opprimés qui aspirent à plus de liberté à vivre comme ils l'entendent, chez eux.

Mais ces désirs contrarient les visées et les calculs américains et israéliens. Ils cherchent à remettre à la tête du Liban les bourgeois chrétiens, afin que règne de nouveau sur ce pays la «paix capitaliste» faite d'exploitation et d'humiliation pour les masses opprimées musulmanes.

LES CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE AU NORD-EST DU BRESIL : UNE ACCUSATION DU SYSTEME CAPITALISTE.

Les images présentées lors du journal télévisé du mardi 13 au soir sur la situation dans le Nord-Est du Brésil étaient tellement hallucinantes et insoutenables que l'on pouvait croire qu'il s'agissait d'un vieux documentaire tourné à la fin du Moyen Age ou au mieux dans les premières années du système capitaliste.

Des hommes, des femmes, des enfants, par milliers, par millions ont comme destin d'épuiser leurs dernières forces à arpenter les routes pour mendier un peu d'eau, quelques fèves. Autour d'eux, il n'y a plus rien. Les arbres et toutes les autres formes de végétation ont rendu leurs dernières gouttes de sève. Tout travail agricole a disparu depuis des mois. Tout type de ressources aussi. Les hommes, eux sont restés. Ils n'ont pas d'endroit où aller, si ce n'est d'aller grossir le lot des loqueteux des «favelas» (bidonvilles décrits de façon si poignante dans les romans de Jorge Amado).

Alors une grande partie d'entre eux sont restés attachés à leurs villages, restés à se désécher avec leur terre. Actuellement ils sont devenus des ombres d'humains. Les médecins expliquent qu'une grande partie de leurs enfants seront des nains et atteints de déficience mentale grave.

Mais, s'agit-il d'un cataclysme brutal auquel il n'a pas été possible de parer ? Pas du tout. Cela fait six longues années que cette situation dure. Pas une goutte d'eau ne tombe sur le Nord-Est du Brésil. Et les intellectuels, les techniciens brillants pensent que ce n'est pas terminé. Il y aura encore probablement deux longues années de sécheresse totale.

C'est bien là que réside le paradoxe criant et révoltant.

D'un côté la technique prévoit les phénomènes naturels et leurs conséquences multiples. De l'autre les hommes sont pratiquement ramenés à l'époque du Moyen Age pour affronter ces conséquences.

Ce ne sont pas les moyens techniques qui manquent pour alimenter en eau une région, si vaste soit-elle, ou vivent des millions d'hommes.

C'est plus simple.

C'est que les dirigeants de ce monde, ceux qui disposent des richesses, qui décident de leur utilisation, se moquent totalement des populations.

Un génocide de plus ou de moins, ne les empêche ni de vivre, ni de faire des affaires. L'argent, il sert entre autre à construire des fusées Pershing, Cruise et tout un arsenal militaire qui dévore le budget des états capitalistes.

Quant aux populations vivant sur le reste du globe, elles continuent à être pillées par le biais de l'endettement imposé à leurs états. En plus les dirigeants bourgeois de ces états acceptent le plus souvent le jeu de l'impérialisme, faisant croire au mythe d'une possibilité de développement pour ces pays.

Pendant ce temps, des millions d'hommes sont réduits à mourir de faim, de soif et du manque de tout ce qui peut faire un homme.

La solution face à ces problèmes, ce n'est pas le fatalisme pessimiste. Mais bien la lutte acharnée et déterminée en commençant par un bout si minime puisse-t-il paraître, contre cette société capitaliste sauvage et barbare.

QUINZAINE DU LIVRE A CAPESTERRE BELLE EAU.

A la salle des fêtes de Capesterre Belle Eau sont présentés depuis le 9 décembre un grand nombre d'ouvrages parus en Guadeloupe depuis 1946.

En plus de cette intéressante exposition sont prévues des conférences, montages poétiques, projections de films etc... et cela jusqu'au 23 décembre.

Voici le programme de la semaine du 17 au 23 :

Samedi 17 décembre : Causerie sur la poésie, par Mme Maryse Romanos. Conférence sur la poésie en Guadeloupe par Ernest Pépin. Dimanche 18 décembre : 16 heures : ouverture de l'exposition. 18 heures : musique avec

GWA KA SONE ET KAFE. Projection de film Lundi 19 décembre : 8 heures : Ouverture. Journée réservée aux LEP. 18 heures : Projection de film..

Mardi 20 décembre : 18 heures : Projection du film : la bataille d'Alger.

Mercredi 21 décembre : 18 heures : L'Association des amis de l'Inde présente des ouvrages sur les indiens immigrés. Conférence et danses avec les groupes du Lamentin, Port-Louis, Capesterre Belle Eau.

Jeudi 22 décembre : Table ronde sur le thème Avenir de la littérature Guadeloupéenne. Avec L. Farrugia, S. Rupaïre, Thésauros R. Sorése, Desfontaines.

ENCORE DES ELEVES ACCIDENTES PRES DE BAIMBRIDGE VICTIMES DU JE-M'EN-FICHISME DE L' ADMINISTRATION COLONIALE.

Vendredi 9 décembre à 16h une voiture folle quitte la route et fauche 4 élèves en train de faire du stop sur la Rocade. Résultat : 2 morts et 2 blessés parmi les élèves.

Si ces élèves faisaient du stop sur cette voie rapide, c'est que le ramassage scolaire est déficient. Car après tout, si elles disposaient pour un prix abordable d'un transport pouvant les déposer rapidement à Blanchard où elles habitent, elles ne se seraient pas trouvées sur la trajectoire de cette voiture ce vendredi là. La foule d'élèves qui prennent d'assaut les transports au prix normal au niveau de Suprette tous les jours entre 16h30 et 17h30 et vers midi le mercredi et le samedi est là pour nous convaincre de l'insuffisance des transports d'élèves.

Tous les problèmes en Guadeloupe ne reçoivent jamais de solution véritable. Il faut attendre un accident, des morts pour voir l'administration coloniale faire un geste qui reste le plus souvent sans lendemain. L'an dernier, un car scolaire se renversait, faisant 4 morts plusieurs blessés, à ce moment, nos dirigeants ont fait semblant de s'intéresser à la surcharge des cars et à leur état mécanique.

Plus loin dans le passé, il a fallu qu'un élève se fasse renverser devant le lycée de Baimbridge pour que des trottoirs soient construits. Il faut payer un tribut de morts, de blessés pour voir les responsables prendre en compte, et encore imparfaitement, les problèmes de sécurité des élèves.

L'accident de vendredi met aussi en lumière l'imprévoyance et le je-m'en-fichisme de l'administration coloniale. Il y a à la préfecture des gens payés pour prévoir l'occupation des sols et l'aménagement du territoire. L'ingénieur qui a pris la décision de construire à Baimbridge une cité scolaire de plus de 5 000 élèves, entourée de 2 routes à grande circulation et à 4 voies chacune, porte une lourde responsabilité dans cet accident.

En pays colonial ingénieurs, et autres fonctionnaires viennent pour 2 ans, ils font n'importe quoi et s'en vont, c'est la population qui supporte les conséquences de leurs décisions inconsidérées voire meurtrières.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE
B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Poste Restante Paris 113
Place de l'Hôtel de Ville
75004 PARIS
Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire
N° 51728